

# L'Aigle Infos

*L'information qu'il vous faut!*



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N°304 DU VENDREDI 24 NOVEMBRE 2023 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA : 500

UFDG

P.3

## L'An 16 de leadership de Cellou Dalein célébré par son parti

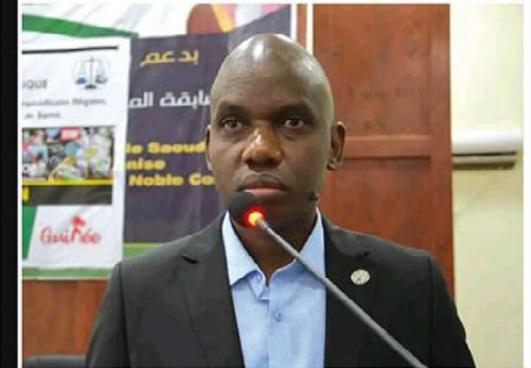


Édito à vue d'Aigle

## Quand le RPG s'invite au siège de l'UFDG !

Comme dit l'autre, le mot «jamais» n'a pas sa place dans le combat politique. Le RPG Arc-en-ciel et l'UFDG, les deux poids lourds de la scène politique guinéenne viennent d'en donner la preuve à leurs militants respectifs. Sous le régime déchu, on le sait, l'UFDG de Cellou Dalein Diallo aura été la principale formation de l'opposition qui lui a mis littéralement les bâtons dans les roues du RPG Arc-en-ciel d'Alpha Condé.... P2

GUINÉE P.4



Qui est Dr Oumar Diouhé Barry, nouveau ministre de la Santé?

SANTÉ PUBLIQUE P.5



L'appel du DG de l'INSE pour le transfert des nouveau-nés prématurés au CHU de Donka

L'AN 53 DE L'AGRESSION PORTUGAISE P.6



Mamadou Baadiko Bah de l'UFD s'en souvient

DOSSIER AIR GUINÉE

Une commission rogatoire pour entendre Cellou Dalein Diallo à Dakar... P.2

SANTÉ

A peine limogé de son poste, le ministre Pethé Diallo fait face à des ennuis judiciaires P.7

AN 16 DE LEADERSHIP DE CELLOU DALEIN

Ce que le président du MoDel a dit aux militants de l'UFDG P.4

## Édito à vue d'aigle



### Quand le RPG s'invite au siège de l'UFDG !

**C**omme dit l'autre, le mot «jamais» n'a pas sa place dans le combat politique. Le RPG Arc-en-ciel et l'UFDG, les deux poids lourds de la scène politique guinéenne viennent d'en donner la preuve à leurs militants respectifs. Sous le régime déchu, on le sait, l'UFDG de Cellou Dalein Diallo aura été la principale formation de l'opposition qui lui a mis littéralement les bâtons dans les roues du RPG Arc-en-ciel d'Alpha Condé. Il n'est secret pour personne que la plupart des victimes enregistrées lors des manifestations aussi bien à Conakry qu'à l'intérieur du pays se réclamaient de ce parti politique. Selon les résultats officiels, qu'il a toujours contestés, le chef de file de l'UFDG a perdu à trois reprises la présidentielle face à celui qu'on appelait affectueusement l'opposant historique. Et vint le 5 septembre 2021, le jour où le colonel Mamadi Doumbouya, alors commandant du Groupement des Forces spéciales a cru devoir prendre ses responsabilités en évinçant du pouvoir le professeur Alpha Condé. Dans ses premières déclarations, le nouvel homme fort du pays a promis de faire de la justice la boussole pour tout le monde pendant cette

transition et d'engager une lutte sans merci contre la corruption et l'impunité sous toutes leurs formes. La CRIEF (cour de répression des infractions économiques et financières) a ainsi été créée pour poursuivre toutes celles et tous ceux qui se sont rendus coupables et qui se rendront coupables de graves manquements dans l'exercice de leurs fonctions au sein de l'administration publique. C'est dans le cadre de cette lutte que des dignitaires du régime déchu et non des moindres se retrouvent aujourd'hui en prison pour détournement présumé de deniers publics. Parmi ces dignitaires, l'on peut citer notamment : Dr Ibrahima Kassory Fofana (ancien Premier ministre), Amadou Damaro Camara (ancien président de l'Assemblée nationale), Dr Mohamed Diané (ancien ministre d'Etat chargé des affaires présidentielles, ministre de la Défense nationale), Dr Ibrahima Kourouma (ancien ministre de l'Urbanisme et de l'Habitat), Oyé Guilavogui (ancien ministre des Postes et Télécommunications), Kabinet Sylla "Bill Gates" (ancien Intendant général de la Présidence de la République). Quant au président renversé, il vit désormais en Turquie, très loin de sa terre natale.

Il y a aussi cette campagne de récupération des biens et domaines de l'Etat lancée par le CNRD et son gouvernement sur toute l'étendue du territoire national. Le domicile de Cellou Dalein Diallo à Dixinn et celui de Sidya Touré à la Minière ont été récupérés. Le premier, cité dans le dossier Air Guinée, a élu domicile à Dakar, au Sénégal. Le chef de file de l'UFR, de son côté, a quitté la Guinée pour la Côte d'Ivoire voisine. Ces trois poids de la politique guinéenne sont tous opposés à la façon dont la transition est conduite dans le pays. Le samedi 18 novembre 2023, à la faveur de la célébration de l'An 16 de Cellou Dalein Diallo à la tête de l'UFDG, le RPG Arc-en-ciel, l'ancien parti au pouvoir et d'autres formations politiques ont été invités à la cérémonie organisée à cet effet au siège du parti à la Minière. Une invitation qui a fait dire à bon nombre d'observateurs que seules les montagnes ne se rencontrent pas. Aujourd'hui, face au CNRD du colonel Mamadi Doumbouya, le RPG Arc-en-ciel et l'UFDG se voient certainement dans l'obligation de mettre en veilleuse leur rivalité. D'où ce mariage de raison dans l'attente d'une présidentielle transparente pour départager les deux partis rivaux.

Kéfina Diakité



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakitéya - BP : 6184 Conakry - République de Guinée

E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

**Administrateur Général & Directeur de Publication**

Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité  
Tél. +224 621935388 / 622 04 62 21 / 664 63 09 53

**Rédacteur en Chef**

Ali Badara Condé

**Secrétaire Général de la Rédaction**

Sékou Condé

**Comité de Rédaction**

Ali Badara Condé, Sammel M'Bemba, Samory Kéita, Mamadou Aliou (Kéfina Diakité) Diakité, Mamadou Saidou Barry, Mohamed Lamine Camara, Sékou Condé

**Stagiaire:** Mamadou Oury Bah

**Service Commercial, Marketing, Abonnement,**

**Annonces et Pub**

Mohamed Lamine Camara  
654 75 56 50

**Imprimeur**

Arbaba Barry  
628463493

**Imprimerie**

Le Scribe

**Distribution**

L'Aigle Infos/Maison du Livre

**Mise en page**

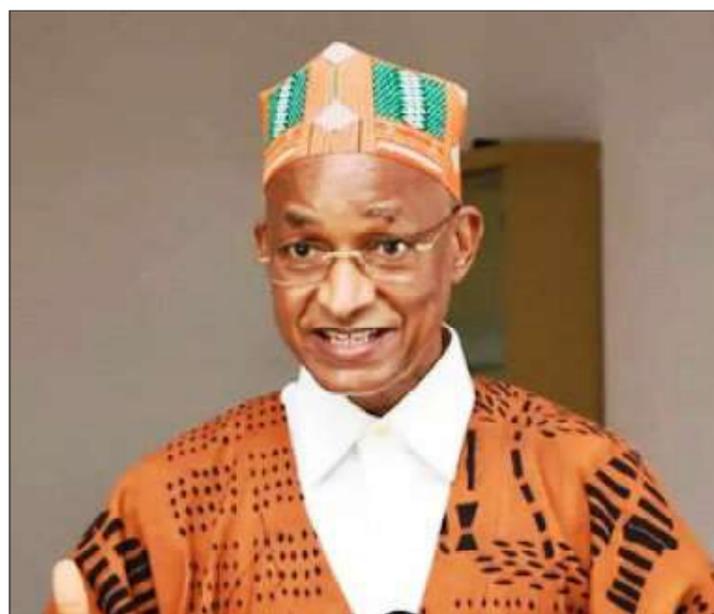
Mohamed Lamine Camara

**Edité par :** Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

Dossier Air Guinée

## Une commission rogatoire pour entendre Cellou Dalein Diallo à Dakar...

Le dossier Air Guinée a été remis en selle par le ministre guinéen de la Justice qui a annoncé le 17 novembre 2023, l'envoi d'une commission rogatoire au Sénégal pour entendre l'ancien Premier ministre Cellou Dalein Diallo, selon [Africaguinee.com](http://Africaguinee.com).



**C**harles Wright déclare qu'il a reçu l'appel de son homologue sénégalais et que le travail aurait déjà commencé. La communication du ministre de la Justice sur ce sujet laisse cependant quelques zones d'ombre, car l'avocat de Cellou Dalein Diallo, maître Amadou Diallo est formel. « Son client n'a pas encore été saisi, ni convoqué à date », a-t-il dit dans un entretien avec un journaliste d'Africaguinee.com. Face à ce flou sinon, cette confusion, le site Africaguinee.com a cherché à en savoir davantage sur cette fameuse commission rogatoire. Quand est-ce que cette commission rogatoire a-t-elle été envoyée au Sénégal ? A quand devait-elle expirer ? Explications avec une source proche du dossier. « Cette commission rogatoire date depuis quatre mois comme ça. C'est même avant les vacances judiciaires. Les juges de la chambre de l'instruction de la CRIEF (Cour de Répression des Infractions Économiques et Financières) ont demandé à leurs homologues de Dakar d'auditionner Cellou Dalein Diallo. Ils n'ont pas demandé à ce qu'on l'arrête ou qu'on l'incolpe après audition », explique notre source qui croit savoir que la commission rogatoire

aurait même expiré. « La commission rogatoire n'avait pas demandé quatre mois. Pour exécuter une commission rogatoire, le juge demandeur va impartir un délai à son homologue pour faire le job. A date, ce délai est largement échu », confie notre informateur. Pourquoi c'est si long ? « C'est parce que ça suit un circuit diplomatique. Si c'est un juge, il transmet à la Cour d'Appel qui envoie au ministère de la Justice. Ensuite, c'est le ministère des affaires étrangères qui est saisi. Lequel transmet le dossier à l'ambassade du pays concerné. L'ambassade transmet au ministère des affaires étrangères qui envoie au ministère de la justice, ensuite le juge. C'est une procédure diplomatique. Ce qui se passe, s'il n'y a pas un délai raisonnable, le délai peut dépasser sans que la commission ne soit exécutée », explique la source d'Africaguinee.com qui précise toutefois que la commission rogatoire peut être relancée.

Mamadou Oury

UFDG

# L'An 16 de leadership de Cellou Dalein célébré par son parti

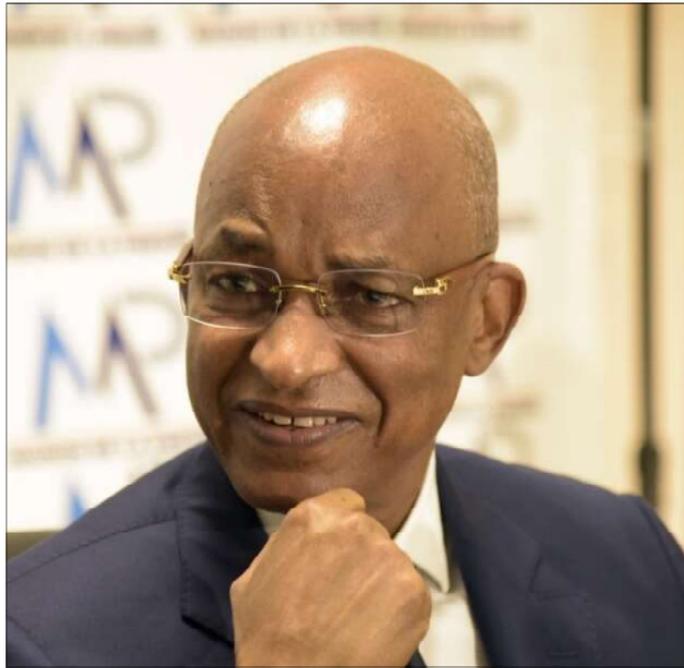
**L'an 16 de l'avènement d'El Hadj Mamadou Cellou Dalein Diallo a été célébré comme une victoire par l'Union des Forces Républicaines de Guinée. L'évènement a réuni des cadres du parti au cours d'une assemblée générale hebdomadaire tenu au siège de la formation à la Minière. Il a mobilisé des coalitions et formations politiques dont le RPG ARC-EN-CIEL, l'ancien parti au pouvoir et des militants et sympathisants.**

**C**ellou Dalein Diallo, principal opposant du régime déchu est en exil forcé depuis plus d'une année. Son absence au pays n'empêche pas ses militants de célébrer le leadership qu'il a incarné depuis qu'il dirige l'UFDG.

Représentants des fédérations de l'intérieur du pays, militants et sympathisants tous arboraient des T-shirts aux couleurs de l'UFDG pour fêter leur leader.

Parmi les acteurs politiques présents qui ont pris à cet évènement, il y a Dr Édouard Kpoghomou, membre de l'ANAD, qui, dans son allocution, a invité les militants de l'UFDG à continuer à faire confiance à leur leader. « Je prends la parole ici au nom de l'ANAD qui a accompagné le président Cellou Dalein pendant ces derniers temps. Vous connaissez l'adage qui dit que ce sont les oiseaux de même plumage qui volent ensemble. Alors si nous sommes en association avec le président Cellou Dalein Diallo, c'est parce que nous partageons les mêmes valeurs, nous partageons les mêmes croyances en la démocratie et nous croyons aussi sincèrement que c'est à travers la lutte pour l'instauration de la démocratie que la Guinée sortira de l'ornière. Vous allez peut-être vous rappeler qu'à un certain moment, on a tous vécu effectivement l'apparition, ou alors l'arrivée sur la scène politique d'un militaire. Et comme nous l'avons toujours dit, on peut conquérir le pouvoir par les armes, mais on ne peut pas gérer le pouvoir par la force des armes. En fait, quand nous sommes dans une transition, nous pensons qu'il n'y a pas d'opposition de fait. Parce que quand on prend le pouvoir par les armes, c'est simplement pour pouvoir redresser un certain nombre d'anomalies. Il n'y aura pas de manœuvre et nous n'accepterons pas justement à ce qu'il y ait des manœuvres pour pouvoir écarter des candidats. Il appartient au peuple de choisir ses dirigeants. Nous sommes donc là pour vous demander de continuer à faire confiance à votre leader », a lancé le représentant de l'ANAD.

Sans surprise, le parti d'Alpha Condé ne s'est pas fait compter l'évènement. Le RPG ARC-EN-CIEL a envoyé une délégation à sa tête l'ancien ministre,



Lansana Komara pour traduire son message. Depuis l'avènement de la junte, ces deux formations riment ensemble pour disent-ils se réunir pour le retour à l'ordre constitutionnel. « La désolation de toutes les Guinéennes et Guinéens c'est suite au coup d'Etat sanglant du 05 septembre 2021. Cette désolation multidimensionnelle est plus visible avec des officiers de l'armée qui ne veulent pas respecter leurs paroles d'officiers. C'est bien pourquoi nous sommes dans une transition qui ne voile plus les vellétés de la junte militaire de se maintenir au pouvoir. Au RPG-Arc-En-Ciel, nous sommes convaincus que les forces du changement démocratique ne résident qu'au sein des forces vives que nous animons ensemble avec courage et détermination. Tout le reste n'est que de l'utopie. L'union fait la force est donc le slogan par lequel nous justifions notre présence parmi vous aujourd'hui », a livré l'envoyé de l'ancien parti au pouvoir.

Tidiane Conté de l'Union des Forces Républicaines (UFR) a déclaré que le parcours politique de Cellou Dalein et Sidya est exceptionnel dans l'arène politique guinéenne. « Entre l'UFR et l'UFDG c'est le salon et la chambre d'une même maison. C'est le libéralisme ! Parce que nous sommes convaincus des valeurs et des principes de cette orientation politique. Entre le président Sidya Touré et Cellou Dalein, c'est une relation de fraternité assurée et

de franche collaboration. Entre les deux présidents, c'est le même combat. La démocratie, le respect des droits humains, la bonne gouvernance, le développement de notre pays, c'est pour tout cela que nous sommes ensemble. Et vous avez remarqué que le destin a même voulu que ces deux hommes aient un parcours

atypique. Le grand-frère a été Premier ministre, le petit frère a été Premier ministre. Le grand-frère s'est retrouvé dans l'opposition ; le petit frère s'est retrouvé dans l'opposition. Le grand frère et le petit frère ont combattu le troisième mandat (d'Alpha Condé). Les deux ont été expropriés de leurs maisons injustement. Partout où va le grand frère, le petit frère y va aussi. C'est cela le destin des deux hommes. Si Cellou Dalein fête, Sydia fête à son tour avec lui et réciproquement. Nous sommes ensemble, vous pouvez compter sur la solidarité de l'UFR avec toutes les autres tendances sociopolitiques de notre pays pour faire en sorte que notre pays soit un modèle, que notre pays sorte de l'ornière, que notre pays soit un pays émergent », a-t-il dit.

Tous ces discours ont été clôturés par le premier vice-président de l'UFDG, Dr Fodé Oussou Fofana. Ce pharmacien de profession s'est réjoui du déplacement effectué par ses pairs tout en les invitant à prendre leur destin en main pour le respect des droits des dirigeants politiques sous l'ère

CNRD. « Le président Cellou est un homme humble qui n'est pas capable d'humilier. Pour cela, il mérite tout le respect de ce pays. C'est pourquoi je déclare ici haut et fort qu'il est temps d'écrire un mémorandum ; allons voir le colonel Doumbouya pour lui dire voici ce que nous pensons de la Guinée. Il faut que nous sortions de cette situation de peur, d'injustice, parce que c'est notre pays. Il faut qu'ils arrêtent l'humiliation des Guinéens à l'aéroport. On ne peut pas continuer à faire cela. Nous avons le droit de nous lever, le pays nous appelle. Allons vers les autres partis politiques, ce qui nous unit est plus fort que ce qui divise. Donc nous souhaitons qu'on soit ensemble car personne ne sait qui sera le président », a-t-il sollicité de ses pairs.

Après cette célébration, la véritable question qu'on se pose est, à quand le retour de Cellou Dalein Diallo au pays pour se préparer pour les prochaines échéances électorales.

Samuel Demba. D

## LES 16 ANS DE DALEIN À LA TÊTE DE L'UFDG

# La délégation du RPG Arc-en-ciel conduite par Lansana Komara

**L**e samedi 18 novembre 2023, parmi les partis politiques invités à la cérémonie organisée pour célébrer les 16 ans de Cellou Dalein Diallo à la présidence de l'UFDG, il y avait le RPG Arc-en-ciel, l'ancien parti au pouvoir, tout comme l'UFR, le MODEL, l'ANAD. C'est Lansana Komara, ancien ministre de l'Enseignement technique, qui a conduit la délégation du RPG Arc-en-ciel au siège de l'UFDG. Il a déclaré ceci : « En ces moments solennels de célébration des 16 années de Présidence de l'UFDG assumée par Mr Cellou Dalein Diallo, l'honneur m'échoit au nom du Président du RPG Arc-en-ciel, Président fondateur de notre Parti, le Pr Alpha Condé et au nom de tous les

membres de la direction nationale du parti, ainsi qu'au nom de toutes les militantes et militants, d'adresser nos chaleureuses félicitations à Elhadji Cellou Dallein Diallo singulièrement et à tous ses compagnons de parcours. En vous remerciant pour cette invitation qui nous a été faite et qui fut très appréciée par tous les membres de la direction nationale de notre parti, je voudrais vous exprimer notre attachement aux valeurs cardinales de notre doctrine de rassemblement du peuple de Guinée fondée sur l'indivisibilité toutes les fois que la nation est menacée. C'est le cas de la désolation de toutes les Guinéennes et de tous les Guinéens suite au coup d'Etat sanglant du 05 septembre 2021. Cette

désolation multidimensionnelle est plus visible avec des officiers qui ne veulent pas respecter leur parole. C'est bien pourquoi, nous sommes dans une transition qui ne voile plus les vellétés de la junte militaire de se maintenir au pouvoir... Au RPG Arc-en-ciel, nous sommes convaincus que les forces du changement démocratique ne résident qu'au sein des forces vives que nous animons ensemble avec courage et détermination. Pour nous, tout le reste n'est que de l'utopie... L'union fait la force est donc le slogan par lequel nous justifions notre présence parmi vous aujourd'hui. Nous souhaitons bonne fête à chacun et à tous »

Mamadou Oury

GUINÉE

## Qui est Dr Oumar Diouhé Barry, nouveau ministre de la Santé ?

**Homme du sérail, Dr. Oumar Diouhé Bah vient de bénéficier de la confiance du Chef de l'Etat, Col Mamadi Doumbouya. Dans un décret lu à la RTG dans la soirée du mardi 21 novembre 2023, ce pharmacien biologiste de formation, a été nommé, Ministre de la Santé et de l'Hygiène publique.**

**P**roduit des universités guinéenne, burkinabè, belge et française, Dr. Oumar Diouhé Bah a mené de nombreuses activités entrant dans le cadre de la performance des services du Ministère de la Santé et de l'hygiène publique.

D'abord au plan académique, il a contribué à la formation de nombreuses promotions d'étudiants en qualité de chargé des cours d'hématologie à l'université Koffi Annan, puis assistant au département de pharmacie de l'université Gamal Abdel Nasser de Conakry avant de suivre l'encadrement des stagiaires d'écoles de santé nationales et étrangères des universités de Bordeaux et de Paris Sud.

Au titre des activités professionnelles, Dr. Oumar Diouhé Bah est pharmacien responsable de NAP-Pharma, une société d'importation et de distribution des médicaments et autres produits de santé entre 2005-2007.

De 2013 à 2015, il est directeur adjoint de la pharmacie Univers Conakry.

D'août à novembre 2015, il est responsable du laboratoire d'analyse biomédicale de la clinique Ambroise Paré.



Il fonde en décembre 2015, le laboratoire de biologie médicale BIOMAR-24.

En janvier 2022, il est promu au poste de Directeur national de la pharmacie et du médicament au Ministère de la Santé et l'hygiène publique et au mois de juin de la même année, il participe au Conseil d'administration de la pharmacie centrale de Guinée.

A la faveur de la politique du gouvernement consistant à

fournir des médicaments de qualité aux populations, il est nommé en février 2023, président du Comité technique national de lutte contre les pratiques médicales et paramédicales illégales, le trafic et la contrefaçon des médicaments et autres produits de santé.

Dr. Oumar Diouhé Bah a participé entre 2009 et 2019 à de nombreuses formations en lien avec des domaines

spécifiques de la santé et de l'hygiène publique aussi bien en Guinée qu'en France, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en Allemagne et aux Etats-Unis d'Amérique. Des formations ponctuelles par des stages pratiques notamment ceux effectués dans les laboratoires d'analyse médicale des CHU de Trousseau et Bretonneau à Tours en France dans le cadre du DES de biologie médicale, dans les laboratoires de biologie médicale au CHU Yalgado Ouédraogo de Ouagadougou dans le cadre du DES de Biologie médicale, enfin le stage au laboratoire d'analyse biomédicale du centre médical communal de Dixinn à Conakry.

Fort de son expérience de professionnel aguerri, Dr. Oumar Diouhé Bah a contribué à la riposte contre les maladies épidémiologiques telles Ebola et la Covid-19. Sa participation a été remarquable sur le terrain dans le cadre de la sensibilisation des populations de Télimélé. Les efforts de Dr. Oumar Diouhé Bah pour l'amélioration de la qualité des services tant dans le privé que dans le public, lui ont valu des satisfécits et des prix non des moindres, à savoir le satisfécit de la 53ème promotion du département de pharmacie de

l'université Gamal Abdel Nasser de Conakry, le prix d'excellence Dr Gabriel Sultan du personnel de Laboratoire 2018 par l'ONG-LA TABALA en collaboration avec CNOSCG, le satisfécit de l'école privée de santé « Les Sauveurs » pour la contribution au renforcement de capacité des étudiants, le satisfécit de l'émission « Dites-Moi Tout Docteur » de la RTG et le prix d'excellence Dr Gabriel Sultan de l'assainissement du secteur de la santé et de l'amélioration de la gouvernance sanitaire par l'ONG- LA TABALA.

Au regard du parcours élogieux de Dr. Oumar Diouhé Bah, nouveau Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique, c'est une nouvelle bouffée d'oxygène dans la poursuite de l'œuvre de son prédécesseur en faveur de la refondation du secteur de la santé guinéen, conformément à la volonté du Chef de l'Etat.

L'homme qui s'est construit tout seul, arrive à la tête de l'instance suprême de la santé en Guinée. Il succède donc à Docteur Mamadou Pethè Diallo, poursuivi pour des faits présumés de détournements d'argent public.

Samuel Demba. D

## AN 16 DE LEADERSHIP DE CELLOU DALEIN Ce que le président du MoDel a dit aux militants de l'UFDG

**A** la faveur de la célébration des 16 ans de Cellou Dalein Diallo à la tête de l'UFDG, le samedi 18 novembre, le président du parti MODEL, Aliou Bah, a dit aux cadres et militants de cette formation politique d'être fiers de leur président et de ce qu'il est en train d'accomplir.

« Actuellement puisqu'on parle de l'homme (Cellou Dalein Diallo), on est là pour célébrer son leadership. Il traverse, à l'instar de beaucoup de nos concitoyens, des moments difficiles mais qui

font partie du destin, l'exil par la contrainte. Il n'y a pas de honte à être en exil, il y a plutôt de honte à contraindre les gens à aller en exil. Donc c'est ceux qui l'ont contraint avec tout ce qu'il a accompli, c'est ceux qui veulent le contraindre à ne pas exercer librement ses droits en Guinée, c'est ceux-là qui devraient avoir honte d'eux parce que simplement c'est un grand homme dont personne ne peut effacer l'histoire...Mais il faut que chacun de nous sache, vous surtout qui êtes tous les jours

à ses côtés, il y a des témoignages de l'histoire qui nous parlent. La justice dont on parle en Guinée, nous savons combien de fois elle est instrumentalisée, elle est politiquement motivée parce que nous avons entendu tous les discours. Lorsqu'une junte arrive au pouvoir, la première des choses qu'elle doit comprendre, c'est qu'elle n'est élue de personne. Lorsqu'on n'est pas élu, on ne tape pas la table parce que la Guinée appartient à ces près de 14 millions de



personnes...C'est la justice politique qui a condamné Nelson Mandela à 27 ans de prison. Est-ce que c'était une justice ? C'est faux, ce n'était pas une justice. L'histoire l'a révélé. C'est la justice politique qui a condamné Alassane Ouattara qu'il ne soit candidat. Aujourd'hui, il est président de la Côte d'Ivoire, c'est une

justice politique. (...) L'exil, il n'y a pas de honte, ce n'est pas une faiblesse. Soyez fiers de votre président, soyez fiers de ce qu'il est en train d'accomplir... », a dit Aliou Bah, président du parti MoDel, aux militants de l'UFDG.

Mamadou Saïdou

## SANTÉ PUBLIQUE

# L'appel du DG de l'INSE pour le transfert des nouveau-nés prématurés au CHU de Donka

La Journée Mondiale de la Prématurité a été célébrée le 17 novembre 2023 en Guinée. Elle a été institutionnalisée en 2009. L'occasion est de sensibiliser les femmes mais surtout donner de l'espoir aux mères porteuses de ces enfants vulnérables pour veiller particulièrement sur leurs bébés. Docteur Ibrahima Sory Diallo, directeur général de l'Institut de Nutrition de la Santé de l'Enfant, une structure spécialisée pour la prise en charge des nouveau-nés prématurés s'est confié à votre hebdomadaire pour faire le point des activités menées par sa direction.

**L** Aigleinfos : Au sein de l'Institut de Nutrition de la Santé de l'Enfant, vous avez célébré la Journée Mondiale de la prématurité avec vos collègues pédiatres. Parlez-nous de la prématurité ?

**Dr Ibrahima Sory Diallo :** La prématurité c'est toute naissance inférieure à trente-sept semaines d'aménorrhée. La cause pour laquelle nous sommes en train de célébrer c'est la mortalité due à la prématurité. Elle se classe à trois niveaux : la très grande prématurité c'est de moins de vingt-huit semaines ou de vingt-huit semaines ; de trente-deux à trente-sept semaines c'est la grande prématurité et la prématurité moyenne c'est de trente à trente-deux semaines.

**L'Aigleinfos :** Les enfants prématurés, vous en avez combien et comment se passe leur prise en charge ?

**Dr Ibrahima Sory Diallo :** Depuis le début de l'année jusqu'à maintenant où nous célébrons cette journée, nous avons eu 8500 nouveau-nés prématurés venant de toutes les maternités. Il faut préciser que l'INSE n'a pas de maternité donc tous les enfants prématurés que nous avons viennent des autres structures de santé. Cinq à huit nouveau-nés ont été pris en charge par l'INSE, trois-cent huit ont survécu et malheureusement plus de deux-cent d'entre eux sont décédés soit ici, mais aussi au cours de leur transfert ou pendant l'hospitalisation. C'est énorme mais nous voulons vraiment réduire ce taux de mortalité, avec les sages-femmes qui nous transfèrent ces nouveau-nés dans les conditions optimums et ensuite avec le contact peau à peau pour qu'ils soient pris en charge entièrement avec notre structure.

**L'Aigleinfos :** Quelles sont les complications auxquelles les enfants prématurés sont exposés ?

**Dr Ibrahima Sory Diallo :** La première complication à laquelle ces enfants sont exposés c'est l'hypermétrie



parce que ces enfants qui viennent de naître manquent de graisse, il faudrait que nous, nous apportions une couverture pour ne pas qu'ils perdent non seulement le peu de température qu'ils ont ou bien la température agissant sur eux. C'est pourquoi nous devons les mettre des bonnets, les habiller et mettre en contact peau à peau.

**L'Aigleinfos :** Est-ce que votre direction est suffisamment outillée en termes techniques pour faire face aux besoins qui se présentent à vous, notamment les couveuses ?

**Dr Ibrahima Sory Diallo :** Il

faut savoir que les couveuses ne sont pas une alternative pour des nouveau-nés prématurés ; il faut le faire en amont, c'est-à-dire la corticothérapie nationale qu'on donne aux mamans si elles ont la menace d'accouchement prématuré. Qu'est-ce qui tue les enfants au-delà de cette température qui est basse, c'est aussi l'oubli de respirer parce qu'il est immature et il n'a pas toutes les substances nécessaires pour que le cerveau commande la respiration.

**L'Aigleinfos :** Depuis 2009, la Journée Mondiale de la Prématurité a été instituée. Et

en Guinée vous la célébrez pour la septième fois aujourd'hui sur le thème : « Problématique du transfert des nouveau-nés prématurés à l'INSE : regards croisés », qu'est-ce cela veut dire ?

**Dr Ibrahima Sory Diallo :** ça veut dire que nous prestataires de l'INSE nous devons parler avec les sages-femmes qui nous réfèrent les nouveau-nés pour qu'on s'entende, se regarde dans les yeux et qu'on se dise qu'est-ce qu'on doit faire en amont et en aval. Les sages-femmes qui sont venues d'ailleurs, on leur a donné des fiches afin de nous donner désormais le nombre de

nouveau-nés référés exactement à l'INSE parce qu'il se peut que d'autres meurent en cours de route ou soit qu'on les amène ailleurs. C'est ça le regard croisé.

**L'Aigleinfos :** Une fois sorti à l'hôpital, est-ce qu'un enfant prématuré peut avoir les mêmes facultés d'intelligence que les autres ?

**Dr Ibrahima Sory Diallo :** Oui ! mais, ce sont des enfants qui sont en risque, ils doivent être surveillés parce qu'ils sont arrivés à terme. Il y en a qui sont nés cinq à six semaines, il faut les surveiller, leur développement psychomoteur. Cela est fondamental pour un pédiatre pour voir leur devenir pour ne pas qu'on dise un jour que ces enfants sont en retard, ils n'ont pas de bonnes notes à l'école, et cela voudrait dire que c'est cette prématurité qui a induit ce retard psychomoteur. Ces enfants doivent être approchés et aidés pour ne pas qu'on les stigmatise.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Dr Ibrahima Sory Diallo, Directeur Général de l'INSE !

**Dr Ibrahima Sory Diallo :** C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

## DÉPÔT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE À LA FONCTION PUBLIQUE

### Report de la date de clôture

**L**e mardi 21 novembre 2023, le ministre du Travail et de la Fonction Publique a annoncé dans un communiqué le report de la date de clôture du dépôt des dossiers de candidature au concours de recrutement au 5 décembre 2023.

Pour le ministre Julien Yombouno, il y a eu un engouement remarquable suscité par l'annonce de l'organisation de ce concours de recrutement à la Fonction publique, session 2023. « Dans le souci de répondre

aux sollicitations de nombreux candidats qui éprouvent d'énormes difficultés à réunir les pièces requises pour s'inscrire, le Ministre du Travail et de la Fonction Publique annonce le report de la date de clôture des inscriptions sur la plateforme «Concours et Examens Professionnels». Par conséquent, la date limite initialement prévue le 21 novembre est reportée au 05 décembre 2023 à 23h 59», peut-on lire dans le communiqué du ministère du Travail et de la Fonction

Publique. Selon le département, ce délai supplémentaire de deux semaines vise à garantir à chaque candidat une opportunité équitable de participer à ce concours. Le Ministre a mis l'occasion à profit pour rassurer les

candidats résidant à l'étranger, qu'à défaut de la carte nationale d'identité, du passeport ou de l'acte de naissance sécurisé, ils peuvent se servir de la carte consulaire pour s'inscrire.

Kèfina Diakité



INTERVIEW

L'AN 53 DE L'AGRESSION PORTUGAISE

## Mamadou Baadiko Bah de l'UFD s'en souvient

**22 novembre 1970 - 22 novembre 2023, cela fait 53 ans que la Guinée d'Ahmed Sékou Touré résistait face aux forces impérialistes portugaises dans une attaque sanglante. Laquelle agression aurait coûté la vie à plus cinq cent citoyens opposés à l'armée étrangère. Cette date est écrite en or dans les annales du PDG-RDA. Cependant, le président de l'Union des Forces Démocratiques se souvient de la plus mauvaise des manières de ces moments douloureux dont les lendemains ont été pour Mamadou Baadiko Bah, un règlement de compte pour éliminer ceux qui étaient hostiles au pouvoir d'alors.**

**L** Aigleinfos : Il y a cinquante-trois ans aujourd'hui, la Guinée repoussait une agression portugaise le 22 novembre 1970. Qu'est-ce qui s'est passé ce jour-là ?

**Mamadou Baadiko Bah :** Il faut que la nouvelle génération sache ce qui s'est passé. Dans le contexte guinéen, le régime dictatorial de Sékou Touré avait en 1969 d'abord, procédé à un nettoyage dans l'armée ainsi que dans l'administration publique. Le Colonel Kaman Diaby, Fodéba Keité et Diawadou Barry ont été éliminés à cette époque-là avec beaucoup d'autres. Donc la politique du régime était d'éliminer tous ceux qu'il craignait. Ceci est le contexte interne. A l'externe, c'était la guerre froide entre l'occident et l'union soviétique. Et, le Portugal dépendait totalement des Etats-Unis et c'est dans ce contexte que les services secrets français qui patronnaient un mouvement guinéen qu'on appelait le FLMC a monté une opération contre le régime de Sékou Touré. Les Etats-Unis ayant été au courant, ont décidé de faire capoter



l'opération et de protéger Sékou Touré parce que pour eux, Sékou était un agent américain. A cette époque, il y avait des Guinéens qui étaient en immigration au Sénégal, Côte d'Ivoire, Gambie... ils ont été convaincus de rentrer pour aider le pays. Le 22 novembre, les portugais sont entrés au camp Boiro et y ont pris leurs hommes et pris en otage certains compatriotes et tué d'autres. Voilà une opération totalement piégée parce que Sékou Touré était au courant.

**L'Aigleinfos :** Après le départ des Portugais, que s'est-il passé à la suite ?

**Mamadou Baadiko Bah :** On s'est mis à arrêter des gens n'importe comment pour dire qu'ils sont de la cinquième colonne et qui ont soutenu l'invasion. Sékou Touré a profité de cette opération pour arrêter des innocents. Ces gens qui n'avaient rien à voir dans cette affaire, ont été pendus au pont 8 novembre et un peu partout dans le pays. Et ces massacres ont continué jusqu'en 1971.

**L'Aigleinfos :** Pour certains, la Guinée n'était pas la cible du Portugal. Les forces impérialistes venaient plutôt chercher Amilcar Cabral, le chef du Mouvement de libération de la Guinée-Bissau sur notre territoire ?

**Mamadou Baadiko Bah :** Je n'y crois pas. En tout cas, ils n'ont pas accédé à Amilcar Cabral et nous soutenons que c'est Sékou Touré qui a fait tuer Amilcar, et l'affaire a été révélée par Lamine Kouyaté qui a participé à l'opération. Il s'est confié à un prisonnier

qui s'appelle Mouctar Bah, j'ignore s'il est en vie. Le problème est que Cabral n'était pas d'accord avec Sékou Touré parce que ce dernier déclinait toute aide de l'union soviétique.

**L'Aigleinfos :** Depuis ces événements, nous assistons chaque année à des commémorations ici à Conakry et parfois à l'intérieur du pays. Comment vous voyez la transmission de cette histoire à la nouvelle génération ?

**Mamadou Baadiko Bah :** Nous n'avons pratiquement rien à célébrer sinon que le massacre des innocents, des tortures des gens qui n'étaient pas associés à cette invasion. C'est de ça qu'il s'agit.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Monsieur Mamadou Baadiko Bah, le président de l'Union des Forces Démocratiques.

**Mamadou Baadiko Bah :** C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

## DÉCRET

### Nomination des membres du CA du CNPG

**D**ans un décret lu le samedi 18 novembre 2023 à la télévision nationale, le président de la transition guinéenne, le colonel Mamadi Doumbouya, a nommé les membres du conseil d'administration (C.A) du Conseil National de Perfectionnement à la Gestion (CNPG). Ce sont : 1-Eric Benjamin Cole, Directeur Général du Group Topaz, Président 2- Dr Alhassane Baldé, Directeur National de la formation et de

perfectionnement des personnels enseignants du ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et de l'emploi. 3- Morlaye Soumah, conseiller chargé de mission au ministère de l'enseignement technique, de la professionnelle et de l'emploi. 4- Mohamed Camara, Chef de la division études économiques à la Direction Nationale des prévisions économiques et de la conjoncture au ministère de

l'économie et des finances. 5- Mme Fatoumata (...), cheffe d'entreprise. 6- Ousmane Seydouba Camara, Secrétaire chargé des négociations, revendications et conflits à Ecobank Guinée et secrétaire exécutif chargé des sports de la FESABAG. 7- Jean Louis Haba, directeur général adjoint exploitation d'Orabank Guinée et représentant de l'association professionnelle des établissements de crédits de Guinée (APB)



Kéfina Diakité

## SANTÉ

# A peine limogé de son poste, le ministre Pethé Diallo fait face à des ennuis judiciaires

**Dr Mamadou Péthé Diallo, n'est plus le Ministre de la Santé et de l'hygiène publique du gouvernement de Docteur Bernard Goumou. L'ancien fonctionnaire des Nations Unies a été débarqué de son poste par le président de la transition, le Colonel Mamadi Doumbouya, suite à un décret publié dans la soirée du mardi 21 novembre 2023, à la télévision nationale.**

**C**e limogeage qui n'est d'ailleurs pas une première sous l'ère du Comité National du Rassemblement pour le Développement est au centre de toutes les attentions.

Mais qu'est-ce qui a prévalu au limogeage de Mamadou Péthé Diallo, ministre de la santé depuis l'avènement du CNRD ?

Selon des indiscrétions, il est reproché au désormais ancien ministre de la santé, des faits présumés de corruption, détournements et d'enrichissement illicite de plusieurs milliards de nos francs pour l'achat des kits césariens devant aider les hôpitaux à assister les femmes en travail. Le montant qui serait estimé à deux-cent milliards environ, aurait été débloqué et mis à sa disposition. Cependant, les matériels ne sont jamais arrivés en Guinée pour le besoin de la cause alors que le mis en cause aurait répondu favorablement au chef du gouvernement de la disponibilité des kits, quand ce dernier lui avait fait la remarque. De fil à aiguille, la présidence a été informée de la nouvelle et a convoqué le Premier ministre pour le mettre à la tâche. Sachant que sa hiérarchie s'est imprégnée de la situation, l'ancien pensionnaire des Nations Unies a finalement décidé de lancer la commande, ajoute notre informateur. Mais le trop tard avait déjà joué son rôle puisque l'affaire avait éclaté au sommet de l'Etat. Ce qui a d'ailleurs amené l'Homme du 05 septembre à prendre une décision de limoger le Docteur Péthé car Doumbouya a promis que

sa main ne va pas trembler devant les faits de corruption ou malversations financières. Le lendemain du limogeage de Dr Péthé, a dominé l'actualité nationale.

D'abord, tout a commencé au département de la santé où il a servi depuis plus de deux ans. Dans la matinée du mercredi 22 novembre 2023, des agents de la gendarmerie ont fait une descente dans les locaux du ministère de la santé pour dit-on isoler le bureau de Docteur Mamadou Péthé. Cette opération surprise a créé de la panique à Kaloum. Toutes les issues du département ont été fermées et le personnel présent sur les lieux, intimé de faire du déplacement. Sur place d'ailleurs, l'un des conducteurs des cars du département nous a informés que ceux qui entrent avec leurs sacs à main pour n'importe quel service que ce soit, ne peuvent plus le porter quand ils veulent ressortir. Mais cela a juste duré quelques heures avant que les choses n'entrent en ordre.

Et pendant ce temps, l'ancien diplomate des Nations unies lui, est privé de ses libertés. Si on en croit à une source bien introduite, ce dernier aurait été mis aux arrêts dans la nuit du mardi, le jour de son limogeage alors qu'il tentait de sortir de Conakry. Détenu par les services de sécurité, il a été remis à son ancien patron Dr Goumou, pour échanger autour de ce sujet. Notre source nous a appris d'ailleurs que c'est à la primature que le mis en

cause est resté jusqu'à la soirée de la passation de service.

Sans surprise, le Ministre de la justice, Alphonse Charles Wright s'est invité dans la danse.

Le magistrat a enjoint le procureur général près la cour d'appel de Conakry d'engager des poursuites judiciaires contre Docteur Mamadou Péthé DIALLO et autres pour les faits présumés de corruption, enrichissement illicite, concussion au préjudice de l'Etat.

« Monsieur le Procureur Général, en application des dispositions de l'article 37 du Code de procédure pénale, il vous est enjoint par la présente versée au dossier de la procédure d'engager des poursuites judiciaires pour des faits précités contre Docteur Mamadou Péthé DIALLO, ancien Ministre de la Santé et de l'Hygiène publique et autres.

En effet, il a été porté à la connaissance du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme en sa qualité de Directeur de la politique pénale du Gouvernement que Docteur Mamadou Péthé DIALLO, profitant de sa fonction ministérielle a procédé dans le cadre de l'exécution de la Convention entre l'Etat guinéen et la Société ZMC signée en 2015 et autres à des exonérations sous le fond des présomptions graves de corruption, de détournement de deniers publics et d'enrichissement illicite.

Il ressort de ladite convention que chaque paiement des factures, la société ZMC avait



l'obligation de fournir au Ministère de la Santé les documents comptables à savoir une copie de bon de commande visée par la Direction nationale de Pharmacie et du Laboratoire, une facture certifiée par le Ministère de la Santé.

Outre, les factures liées aux frais de logistiques résultant de l'avenant de la convention de base signée le 13 septembre 2013 modifiant l'article 3 de la convention de base du 14 octobre 2011 entre l'Etat Guinéen et la pharmacie centrale de Guinée ont fait l'objet d'exemption de paiement dans les mêmes circonstances de temps et de lieu.

Très malheureusement lesdits documents n'ont jamais été joints à la demande d'exonération et le bon de commande n'a jamais fait l'objet de validation pour des faits de corruption, de concussion et d'enrichissement illicite sans compter le détournement de deniers publics.

Les mêmes pratiques sont répétées dans la concession de l'Hôpital Donka, EIFAGE ou aucun contrat n'a été soumis.

Les mêmes faits de corruption sont révélés par des documents comptables portant l'acquisition des vaccins dans le cadre de la campagne de vaccination. Au regard de ces éléments factuels et tant d'autres, la poursuite judiciaire reste nécessaire pour élucider les faits précités et de situer le niveau de responsabilité de chaque acteur de la chaîne en lien avec ces faits.

De ce qui précède, je vous enjoins d'engager ou de faire engager les poursuites judiciaires ou de saisir la juridiction compétente de telles réquisitions écrites que nous jugeons opportunes dans le cadre de la mise en œuvre de la politique pénale de notre institution en procédant à des poursuites judiciaires sans délai contre Docteur Mamadou Péthé DIALLO et autres sous le respect de la présomption d'innocence et le respect des droits sacrés à la défense.

Le Garde des Sceaux attache du prix à l'exécution de la présente instruction et attend un compte rendu sur le déroulement de la procédure conformément à la loi. », a écrit le ministre.

Samuel Demba. D

« Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien.

Dan Millman



22 NOVEMBRE 1970

## Oyé Béavogui du PDG-RDA revient sur l'agression portugaise contre la Guinée

Dans une tribune intitulée "De l'agression du 22 novembre 1970 : complicité et réaction internationale", et publiée dans la presse, Oyé Béavogui, secrétaire général par intérim du PDG-RDA, est revenu sur cet événement ayant traumatisé et endeuillé le peuple de Guinée.



« Le 22 Novembre 1970 coïncide au 80ème anniversaire du Général De Gaulle, les principaux acteurs de l'agression ont dû, après quelques reports, convenir sur cette date pour ainsi rendre un vibrant hommage à celui qui est considéré comme le sauveur de la nation française des griffes du nazisme Hitlérien.

Il est alors intéressant de savoir quels sont les principaux acteurs et quelles sont leurs motivations profondes.

Il n'est plus à démontrer que le "crime" commis par la Guinée contre une certaine France a été de voter non le 28 Septembre 1958. Les décideurs français d'alors nous ont appris dans leurs écrits abondants les dispositions que le pouvoir français prenait pour agenouiller la Guinée "rebelle". Les complots ourdis et qui ont tous lamentablement échoué ne se comptaient plus.

Le deuxième acteur principal était l'Allemagne fédérale d'alors. Le gouvernement Allemand ne pouvait d'aucune façon tolérer la reconnaissance par la Guinée de la République Démocratique Allemande (la RDA). Ainsi, pour lui, l'impertinent qui a commis ce "crime" et qui de surcroît était en bonne entente de

coopération avec la RDA devait tout simplement disparaître.

Le Troisième acteur principal était le Portugal. Ce pays colonisateur avec un gouvernement têtue d'alors, était en guerre contre le Peuple de Guinée Bissau, qui, organisé au sein du PAIGC avait la base de sa lutte de libération nationale installée à Conakry. Compte tenu de cette situation spéciale, le Portugal a assumé le rôle de tête de pont pour tous ses alliés.

Un autre acteur opérationnellement moins important que les trois (3) premiers était le honteux régime d'apartheid d'Afrique du Sud. En effet, le camp militaire kémé Bouréma de Kindia formait déjà des contingents d'hommes Sud-Africains à la guérilla pour les différents Partis et mouvements de lutte contre l'apartheid dont l'ANC de Nelson Mandela.

Par solidarité de camp ou de Bloc, ces acteurs avaient le soutien d'autres alliés directement ou indirectement. La nécessité de la préparation et de l'exécution du 22 Novembre 1970 découle de tous ce qui précède, mais aussi de la simple raison des échecs répétés de multiples complots ourdis avant elle par la cinquième colonne guinéenne.

Malgré cette perfide agression, l'Afrique libre et le monde progressiste témoigna une vive solidarité à l'endroit de la Guinée et de son leader historique Ahmed Sékou Touré. Entre autres : Lieutenant Moussa Traoré (Mali), Liberia, Tant(S/G. ONU), Hailé Séllasié 1er, (Ethiopie), Moktar Ould Daddah. (Mauritanie), Houari Boumedienne(Algérie), Léopold Sedar Senghor (Sénégal), Jean Bedel Bokassa(Centre Afrique), Sur David Djawara(Gambie), Abdel Mohsen Aboul Nour( Union socialiste Arabe, Egypte), Général Sangoulé Lamizana(Burkina Faso), Hubert Maga (Bénin), Félix Houphouet Boigny (Côte d'Ivoire), Major Général Yakubu Gowon(Nigeria), Anwar El Sadate(RAU, Egypte), Elhadj Amadou Amadou Ahidjo (Cameroun), Habib Bourguiba (Tunisie), Général Etienne Eyadema(Togo), Gaafar Mohamed Nimeri(Soudan), Marien Nguabi(Congo Brazzaville), Major Général Siad Bahr(Conseil Suprême de la Révolution Soudan), Caramba Coker(Congrès des Travailleurs, Sierra Leone), Augustino Neto(MPLA), Osvaldo Dorticos Torrado(Cuba), Jomo Kenyata (Kenya) Mubutu(Congo Kinshasa), Michel Micombero (Burundi), Albert Bernard Bongo(Gabon), François Tombalbaye (Tchad), Hamani Fiori(Niger), Julius Nyerere(Tanzanie), Nicolas Ceassecu (Roumanie), Maxhi Leshi(Albanie), Todorvov (Bulgarie), Sadruddin Aga Khan(New York), Ahmed El Khatib(Syrie), Francisco Macias Nguema(Guinée Équatoriale), Jamais Rang Huine Sambou(Mongolie), Ton Duc Thang(Vietnam), Dr. François Duvalier (Haïti), Roi Fayçal (Arabie Saoudite), Mao-Tsé-Toung, Lin Pao, Chou-En-Lai(Chine), Williams Tubman(Liberia), Sa majesté Hassan II (Maroc), Walter Ulbricht ( R D A ) , Rajaratnam(Singapour), Sleiman Grangie(Liban), Richard Nixon(USA)... », a écrit Honorable Oyé Béavogui, Secrétaire Général par intérim du PDG-RDA.

Mamadou Saïdou



COMMUNE DE MATAM

## Badra Koné démissionne de son poste de vice-maire

Il est l'un des Conseillers communaux voir le seul à se retirer de son poste au terme du mandat qui leur est prédéfini à la tête de la mairie de Matam. Badra Koné, le transfuge de l'Union des Forces Républicaines de Sidya Touré, aura étonné plus d'un puisque la culture de démission n'est pas guinéenne. Pourquoi la prise d'une telle décision courageuse en renonçant à certains avantages, le président de NGP s'est confié à votre hebdomadaire.



**L'Aigleinfos :** Vous avez annoncé la fin de votre mandat au sein de l'exécutif communal à la mairie de Matam, lors d'un point de presse que vous avez animé. A quoi peut-on s'attendre pour la suite ?

**Badra Koné :** La suite pour Badra Koné est le fait qu'il retourne à la base pour reprendre ses fonctions de président au niveau de la NGP. Je vais m'occuper du bureau exécutif du mouvement, installer les autres cellules partout en Guinée et à l'extérieur ; je suis candidat à l'élection communale prochaine, rendre compte aux citoyens de Matam.

**L'Aigleinfos :** Vous avez posé un acte très rare dans la culture guinéenne, dites-nous le message que vous avez voulu faire passer ?

**Badra Koné :** Le message c'est de dire aux citoyens de Matam et au peuple de Guinée qu'il y a encore dans ce pays, des hommes politiques qui respectent leur engagement, qui, à la fin de leur mandat de cinq ans qui disent non, qu'ils partent et en retour venir rendre compte.

**L'Aigleinfos :** Après cinq à la mairie de Matam, que peut-on retenir de votre passage dans cette commune en tant que deuxième vice-président puis premier après l'avènement du CNRD ?

**Badra Koné :** En tant que membre du conseil communal j'ai participé à plusieurs

activités. Présider le conseil, la commission assainissement, à laquelle commission j'ai posé plusieurs actes.

Aujourd'hui l'abonnement aux PME à Matam est une réalité, on s'est battu à avoir des tracteurs, pelles, camions, ...

**L'Aigleinfos :** Est-ce qu'on peut savoir après votre retrait si vous avez voulu réaliser des projets mais ça n'a pas marché ou qui attendent encore ?

**Badra Koné :** Je me suis beaucoup investi dans le domaine de l'assainissement, et surtout la transformation qui est un moyen à nous débarrasser d'ordures. Je pense que prochainement on va penser à ces actions à Matam pour faire en sorte que ces déchets plastiques soient recyclables, que les citoyens ou les ménages s'abonnent afin de faire eux-mêmes le tri.

**L'Aigleinfos :** Comment se porte aujourd'hui la Nouvelle Génération Politique depuis sa mise en place en 2020 ?

**Badra Koné :** La NGP se porte bien. On refuse toujours de nous donner l'agrément mais ça va. Il va faire des recours possibles.

**L'Aigleinfos :** Merci à vous Monsieur Badra Koné, désormais ancien Conseiller communal de Matam et président de la NGP !

**Badra Koné :** C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

MATAM

## Ce que Sékou Koundouno pense de la démission du vice-maire Badra Koné

**Dans une tribune publiée dans la presse, Sékou Koundouno, Responsable en charge des stratégies et planification du FNDC, commente la récente démission de Badra Koné de son poste de vice-maire de la commune de Matam. Pour lui, la démocratie s'accompagne de vertus, on entre qu'une seule fois dans l'histoire. Lisez...**

« Depuis quelques semaines, nous assistons à la fin des mandats des conseils communaux et de districts en Guinée. Un fait rarissime et inédit s'est produit cette semaine au sein du conseil communal de Matam dont le mandat de cinq ans a pris fin ce 16 novembre 2023. Dans une société en crise de moralité ou la complaisance et la compromission sont de réflexe, j'ai aussitôt pensé au morceau de ma sœur MIMI PAYAPAYA dans son single « DEGAT ». Comme c'est de lui qu'il s'agit, Badra Koné a annoncé sa démission, de ses fonctions de premier vice-maire de la commune de Matam, ce même jeudi 16 novembre 2023, dans une déclaration faite dans la salle de conférence de ladite municipalité.

Informé de cette nouvelle en discothèque, j'ai aussitôt demandé au DJ de me faire plaisir de mettre à l'honneur de ce digne fils de la nation le single de Djely Fodé Kouyaté « FAMA BARIKA ».

Dans son discours de circonstance, le désormais ex vice maire de Matam a déclaré : « Animé par une quête absolue de redevabilité envers vous, et guidé par l'honnêteté, la sincérité, la personnalité et la dignité, j'ai pris cette décision difficile, mais



nécessaire. Je ne peux plus prétendre à la fonction d'adjoint au maire. Il est temps pour de nouvelles perspectives, de nouvelles énergies, et de nouvelles idées de prendre le relais ».

Surpris par l'annonce d'un fait rarissime sous nos cieux, dans cette Guinée de tous les paradoxes, j'ai sollicité le morceau « MANDJOU » du légendaire Salif Keita dans le même ordre d'idée de rendre hommage à Badra Koné, pour son courage. Entre temps, je

suis passé à AMINATA KAMISSOKO dans le morceau « JE M'EN FOUS » comme pour dire au nouveau préfet de Matam, le sieur ISMAEL CONDE et ses 36 autres nouveaux fonctionnaires du MATD qui sont restés, que je n'ai aucune pitié, ni considération pour des responsables qui n'ont aucun respect pour leur mandat. Cette décision, du Sieur KONE, hautement responsable et digne d'un démocrate, doit être saluée et

célébrée dans un pays où la morale a disparu. Pour une certaine jeunesse, cette annonce coïncide au buzz de BERCY, du NIMBA et autres préoccupations sur le chemin du Nicaragua et de la Méditerranée. Ce qui prouve encore une fois, que la Guinée est aussi le pays de l'inversion de toutes les valeurs ; un pays où des voyous sont pris pour des notables et des hommes vertueux voués aux gémonies ou oubliés. Heureusement pour Badra, PETIT OUSTE dans « MONE MOUMMA » pourrait nous soulager. Comme je le disais récemment dans l'une de mes tribunes, lorsqu'on parle de modèle en Guinée, les modèles pour les Guinéens sont ceux qui, par la délinquance sous toutes les formes, le larbinisme de tous genres, les courbettes, la compromission et les intrigues les plus abjectes, réussissent à accéder au bien public et se maintenir illégalement. En somme, les voleurs, les escrocs de la République qui font main basse sur ce qui appartient à tous et s'emploient, en usant du fruit de leur sale besogne, à « s'acheter » une image, se forger une légende et une réputation surfaites. Le « gout est mélangé » de AMAZA. Dans une société où la notion de démission n'existe point, et

qui abhorre les individus sans scrupules, certains seraient déjà dans les poubelles de l'Histoire. C'est à croire que le destin de ce pays est d'être et de demeurer à la merci de copains et coquins qui le sucent comme une orange et qui expliquent cette anomalie par des bénédictions qu'ils auraient reçues de Dieu ou de leurs parents.

Dans une autre société, de tels individus auraient tout simplement couvert leurs yeux de honte et d'opprobre à cause de la place qui leur est faite par les lois de la République. Et contrairement à l'idée qu'ils se font, aucun honnête homme ne peut éprouver la moindre jalousie ou envie vis-à-vis d'un délinquant, d'un homme dont le niveau de moralité est égal à zéro.

Je finirai par dire aux responsables des conseils communaux et de districts dont les mandats sont arrivés à terme ou arrivent très prochainement à échéance que la démocratie s'accompagne de vertus et qu'on entre qu'une seule fois dans l'histoire. », a écrit Sékou Koundouno, Responsable en charge des stratégies et planification du FNDC (dissous officiellement par le MATD).

Kèfina Diakité

TRANSITION

## Des acteurs sociopolitiques vent debout contre une décision du MATD

**Le mercredi 22 novembre 2023, la Convergence des acteurs sociopolitiques engagés dans le cadre de dialogue a animé une conférence de presse pour dire tout le mal qu'elle pense d'une décision prise par le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, Mory Condé par rapport au PN-RAVEC.**

« La convergence ayant pour objectif principal la défense et la sauvegarde des acquis du cadre de dialogue engage la responsabilité du MATD pour sa volonté manifeste de saboter le cadre de dialogue. A cet effet, nous dressons avec amertume les constants suivants :

1- Depuis la mise en place du Comité National de Suivi des

Résolutions du Cadre, n'est-il pas le moment de rappeler que ce Ministre ne s'est jamais présenté aux sessions dudit comité contrairement à ses homologues ministres ;

2- Le refus catégorique de mettre en place l'Observatoire national des élections composé des représentants des partis politiques et des organisations de la société

civile: point 17 des accords du 21 décembre 2022;

3- Le refus de nommer un coordinateur du PN-RAVEC dont il s'adapte la coordination en flagrante violation des textes, en dépit de l'adoption des deux textes réglementaires par le CNT;

4- Le refus d'organiser des sessions d'échanges et d'informations avec la classe

sociopolitique sur l'exécution et le niveau de mise en œuvre du chronogramme de la transition », a déclaré la Convergence des acteurs sociopolitiques, par la voix d'Oyé Béavogui, secrétaire général par intérim du PDG-RDA. Et d'exiger des autorités ce qui suit: l'annulation sans délai du communiqué N° 010 du MATD tenant compte de la

première campagne de vulgarisation déjà effectuée par le cadre de dialogue; la nomination immédiate du coordinateur du PN-RAVEC; le respect du Chronogramme de la Transition et de la Charte de la Transition; l'élaboration de la Nouvelle Constitution.

Kèfina Diakité

## SHOW-BIZ

## Le ministre Mamoudou Nagnalen Barry s'invite dans la polémique de Bercy

**Le ministre guinéen de l'Agriculture, Mamoudou Nagnalen Barry a indiqué sur sa page Facebook que le succès de Sidiki Diabaté à Bercy (Paris) a été le soutien de la majorité du peuple malien. Que les Guinéens aussi peuvent faire autant pour Azaya, Saifon, Takana, Soul Bangs, Djanii, ou autres grands noms de notre pays au lieu de les dénigrer. Pour lui, Sidiki Diabate vs Azaya, la différence est ailleurs...**



« Toutes mes félicitations à mon frère Sidiki Diabaté, qui est sans aucun doute l'un des plus grands talents et bosseurs de la musique de notre continent. Une telle prouesse ne surprend que ceux qui ne te connaissent pas. Le ciel est ta limite. Ton sens du travail, du respect et de la passion, mérite une telle

récompense.

Chers guinéens, si votre volonté est de stimuler Azaya que vous estimez avoir le talent, à aussi faire le plein de Bercy, la solution est simple: soutenez-le, ou du moins, laissez-le en paix. Notre frère Sidiki a eu le soutien de la majorité du peuple Malien, de l'Etat aux artistes, sportifs,

hommes de médias, hommes d'affaires, diaspora, etc. de sa génération et des générations antérieures. Le Maliba voulait le succès de son fils car le peuple du Mali voit en cela le succès du pays tout entier.

Quand Azaya, Saifon, Takana, Soulbangs, Djani, ou autres grands noms de notre pays ont de tels spectacles, que faisons nous pour les aider? Nous écoutons leurs musiques tous les jours, avec bonheur, sur YouTube notamment (qui ne rémunère quasiment pas les vues en Afrique), mais pensons-nous à les aider à avancer? Sommes nous vraiment heureux ou jaloux du bonheur, du progrès de nos compatriotes?

A plusieurs reprises, j'ai pris ma dose de négativité de certains de mes compatriotes, sans rien comprendre, souvent de la part de personnes auxquelles je n'ai jamais rien souhaité que le bien. Quand j'étais nommé Ministre, après plus de 5 ans à la Banque mondiale, dont 4 ans en tant que staff international (avec un

salaire de départ de plus 100.000 dollars par an), beaucoup ont vérifié au niveau de la Banque mondiale pour s'assurer que je n'étais pas un stagiaire. Un matin, une de mes collègues m'a raconté que plusieurs personnes lui ont posé la question de savoir si je n'étais pas un «simple» stagiaire, et elle leur a dit, réjouissez vous au moins d'avoir un tel profil dans votre gouvernement.

Récemment, quand les chiffres de la production rizicole sont apparus, et que notre pays est devenu deuxième producteur en Afrique de l'Ouest, des fils de notre pays sont montés au créneau, pour mettre en doute la fiabilité des informations, parce que la Guinée importe du riz. Mais le Sénégal, la Côte d'Ivoire ou le Nigeria importe plus que nous, mais ils sont confortables avec les chiffres de ces pays. Aujourd'hui, notre pays présente les chiffres économiques des plus performants du continent. Même si tout est loin d'être

rose, mais c'est intéressant de ne pas traîner son pays dans la boue quand certaines lignes bougent.

Chers compatriotes, c'est seulement quand nous mettrons Serhou Guirassy, Azaya, Sonocco ou Saifon en avant, que nous aurons aussi nos Koffi Anan, nos Dangote, nos Rawlings ou nos Sidiki Diabate. Ceci ne sera jamais possible tant que nous souhaitons que ce soit nous-même ou aucun autre guinéen. C'est en se tirant vers le haut qu'on grandit ensemble, et non le contraire.

Confiance totale et soutien sans faille à mon frère Azaya. Ensemble, nous construirons ensemble ce paradis, avec ou sans certains de ses fils.

Enfin, Azaya et Sidiki sont des frères qui savent être heureux quand leur prochain a du bonheur.

Une pensée matinale pour certains compatriotes. », a-t-il écrit.

Mamadou Saïdou

### COOPÉRATION

## La Russie a lancé ses livraisons de céréales gratuites à l'Afrique

**La Russie a débuté des livraisons de céréales gratuites promises par Vladimir Poutine à plusieurs pays africains, en commençant par la Somalie et le Burkina Faso, a indiqué vendredi le ministre russe de l'Agriculture.**

« Les deux premiers navires, 25.000 tonnes chacun à destination de la Somalie et du Burkina Faso, sont déjà partis de ports russes, nous attendons leur arrivée fin novembre, début décembre », a déclaré Dmitri Patrouchev.

« Des navires pour la Centrafrique, le Zimbabwe, le Mali et l'Érythrée chargés de blé seront envoyés vers ces pays prochainement, avant la fin de l'année », a-t-il poursuivi, cité dans un communiqué de son ministère publié sur Telegram. En tout, il a promis que Moscou enverrait gratuitement « jusqu'à 200.000 tonnes de blé russe » à des pays africains d'ici Nouvel an.

Le président russe Vladimir Poutine avait assuré mi-octobre que la Russie conservait un « potentiel très élevé » d'exportations de céréales malgré les sanctions occidentales prises pour punir l'attaque contre l'Ukraine de février 2022.

Cet été, il avait annoncé que la Russie allait livrer des céréales gratuites à ces six pays africains (Mali, Burkina Faso, Centrafrique, Érythrée, Zimbabwe, Somalie) au moment où Moscou cherche à ancrer son influence en Afrique, en se posant comme un rempart contre le néocolonialisme supposé des Occidentaux.

Parallèlement, Moscou affirme que l'exportation sur le marché international de ses produits agricoles et engrais est entravée par les sanctions occidentales, portant atteinte à la sécurité alimentaire des plus pauvres. Mais la Russie s'efforce aussi d'empêcher l'Ukraine, une autre grande puissance agricole, d'exporter sa production céréalière.

Le Kremlin a ainsi quitté en juillet l'accord céréalier négocié sous l'égide de la Turquie et de l'ONU à l'été 2022 et qui visait à permettre les exportations céréalières ukrainiennes via la mer Noire. L'armée russe bombarde aussi régulièrement les ports



ukrainiens, mais Kiev a réussi à mettre en place un premier couloir maritime que la Russie

n'est pas parvenue à bloquer.

AFP

## CONGO

## Au moins 37 morts dans une bousculade lors d'un recrutement de l'armée à Brazzaville

Une enquête judiciaire a été ouverte mardi au Congo après la mort brutale d'au moins 37 jeunes dans une bousculade survenue la veille lors d'une opération de recrutement de l'armée dans la capitale Brazzaville.



« Le bilan provisoire établi par les services d'urgence fait état de 37 morts et de nombreux blessés », indique un communiqué de la cellule de crise mise en place par le premier ministre Anatole Collinet Makosso, en évoquant un « drame ».

Selon des agents chargés de sécuriser le site, les jeunes candidats au recrutement étaient plusieurs milliers. Certains ont forcé le portail, d'autres ont sauté par-dessus un mur.

De nombreuses images, partagées sur les réseaux sociaux et dont certaines ont été authentifiées par l'AFP, montrent des dizaines de corps sans vie déposés à la morgue municipale, ainsi que des blessés admis au centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville et à l'hôpital militaire. Dans au moins deux vidéos tournées à l'intérieur de la morgue, les dépouilles de jeunes hommes sont gisant à même le sol, certains sont torse nus, d'autres en short et t-shirt.

« Il y avait trop de monde, on ne pouvait pas tous entrer à la fois », raconte un survivant de 24 ans sous couvert d'anonymat. « Des personnes sont tombées et d'autres leur ont marché dessus », poursuit-il. « Il y a eu des blessés plus graves que moi, moi j'ai un déboisement au niveau du pied droit », explique le jeune homme.

Un autre rescapé raconte que devant lui un premier rang de candidats est tombé, puis il est tombé sur eux et « d'autres amis sont venus tomber sur nous ». Il explique ne pas se souvenir de la suite et s'être « réveillé dans une ambulance ».

L'emploi des jeunes

Dans une vidéo partagée sur Facebook, André Ngakala Oko, procureur de la République, qui s'est rendu sur le lieu du drame, affirme avoir ouvert une enquête « en procédure de flagrance » pour établir les responsabilités.

Accompagné de responsables militaires chargés de la sécurité du

site, le procureur a indiqué ensuite se rendre dans les trois structures hospitalières où les blessés sont pris en charge. L'armée congolaise a annoncé la semaine dernière le recrutement dans ses rangs de 1.500 jeunes de 18 à 25 ans.

Lundi, tard dans la nuit, des candidats ont forcé le portail du stade Michel d'Ornano, où se déroule le recrutement, dans le centre-ville de Brazzaville. Une bousculade s'en est suivie, où de nombreuses personnes sont tombées et ont été piétinées, ont raconté des habitants.

Certains blessés sont dans un état grave, selon les témoignages de proches. « Les opérations de recrutement sont suspendues à Brazzaville jusqu'à nouvel ordre », selon une annonce du commandement de l'armée congolaise, diffusée à la télévision d'Etat.

« Il faut d'abord s'incliner sur la mémoire de ceux qui viennent de nous quitter. C'est une situation qui est arrivée. Elle n'a pas été provoquée, mais elle est arrivée parce que les jeunes ont besoin d'emploi », a estimé pour sa part Adelard Yvon Bonda, directeur des pompes funèbres municipales. « Nous avons reçu 32 corps déjà identifiés et 'vérifiés' par les parents », a-t-il précisé.

Petit pays d'Afrique centrale de cinq millions d'habitants, riche en pétrole, le Congo est dirigé par Denis Sassou Nguesso, 79 ans dont 39 cumulés à la tête de l'Etat.

AFP

## ARGENTINE

## La transition s'amorce sous le regard attentif des marchés financiers

Trois jours après l'élection retentissante de Javier Milei, la transition à la tête de l'État argentin a commencé. Objectif, éviter que les trois semaines de flottement jusqu'à l'investiture du nouveau président, le 10 décembre 2023, ne viennent aggraver la situation économique du pays.

Javier Milei et le président sortant Alberto Fernandez se sont vus pendant deux heures pour préparer la transition, un entretien « courtois, respectueux et institutionnel » selon le service de presse de la présidence qui n'a pas donné beaucoup plus de détail. En attendant la rencontre entre la vice-présidente Cristina Kirchner et celle qui lui succédera, Victoria Villaruel, il y a aussi eu une réunion entre l'équipe économique de Javier Milei et le staff du Fonds monétaire international (FMI), sachant que le futur président avait déjà indiqué qu'il avait l'intention de respecter les engagements de son pays vis-à-vis de l'organisme financier, à qui l'Argentine doit 44 milliards de dollars.

### Massa reste jusqu'à l'investiture

Hier, Sergio Massa, candidat malheureux au second tour de cette présidentielle, a également confirmé qu'il resterait à la tête du ministère de l'Économie jusqu'à l'investiture de Javier Milei, et ce n'est pas anodin puisque lundi, le bureau du futur président a souligné dans un communiqué que jusqu'au 10 décembre, le président Alberto Fernandez et Sergio Massa étaient les « responsables constitutionnels de la

situation des Argentins », une manière de se dédouaner des soubresauts économiques qui pourraient se produire d'ici là.

Par ailleurs, il y avait beaucoup d'interrogations autour de la réaction des marchés financiers, notamment parce qu'après la victoire surprise de Javier Milei aux primaires obligatoires mi-août, la Bourse de Buenos Aires s'était effondrée. Il a fallu attendre le mardi 21 novembre pour avoir la réponse car lundi était un jour férié en Argentine, et le moins que l'on puisse dire c'est que les marchés ont très bien accueilli l'élection de l'économiste ultralibéral, puisque la Bourse de Buenos Aires s'est envolée de 18% hier.

On avait déjà eu, il est vrai, un premier indice lundi, puisque les actions des entreprises argentines cotées à Wall Street avaient elles aussi enregistré des tendances à la hausse, jusqu'à +40% pour la compagnie pétrolière nationale YPF, entreprise que Javier Milei veut privatiser.

RFI



RD CONGO

## Les principaux candidats à la présidentielle

Le 20 décembre, les Congolais sont appelés aux urnes pour choisir entre 25 candidats dont le président sortant Félix Tshisekedi. Outre ce dernier, favori, 5 candidats de l'opposition sortent du lot : Moïse Katumbi, Martin Fayulu, Denis Mukwege, Adolphe Muzito et Delly Sesanga.

Après le désistement de l'un d'entre eux dimanche, 25 candidats, dont le président sortant, sont en lice pour l'élection présidentielle prévue le 20 décembre en République démocratique du Congo en même temps que des législatives, provinciales et municipales. Voici les principaux :

Tshisekedi

Félix Tshisekedi, 60 ans, est devenu président il y a cinq ans après une élection controversée qu'un autre opposant, Martin Fayulu, affirme avoir remportée. Il est le leader de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), qui était aussi le parti de son père, l'opposant historique Etienne Tshisekedi, décédé en 2017.

En arrivant au pouvoir, Félix, dit « Fatshi », a soigné son image à l'étranger, en rupture avec l'isolationnisme de son prédécesseur Joseph Kabila. Il a aussi promis d'améliorer la vie des Congolais, de lutter contre la corruption et de tout faire pour ramener la paix dans l'est du pays. Il n'a pas atteint ses objectifs, reconnaissant lui-même que beaucoup reste à faire, mais il part favori face à une opposition qui, sauf coup de théâtre, se présente divisée à l'élection à un



seul tour.

Katumbi

Moïse Katumbi, 58 ans, est un homme d'affaires fortuné, patron du club de football renommé de Lubumbashi (sud-est) Tout Puissant Mazembe et ancien gouverneur (2007-2015) de la province minière du Katanga, poumon économique du pays, où il est né. Son père était italien, ce qui fait de lui une cible de choix des hérauts de la « congolité », dont le chef de file a d'ailleurs tenté de faire invalider sa candidature. Leader du parti « Ensemble pour la République », il met en avant ses succès en affaires et son bilan au Katanga, avec construction de routes, d'écoles et développement de l'agriculture, pour affirmer qu'il saura gérer le pays.

Fayulu

Martin Fayulu, 66 ans (67 le 21 novembre), est le leader du parti Ecidé (Engagement pour la citoyenneté et le développement). Cet ex-cadre d'une major pétrolière veut sa revanche. Depuis cinq ans, ses partisans le désignent comme « le président élu », puisque selon eux la victoire lui a été volée à l'élection de 2018. Affirmant encore une fois sa conviction que les dés seront pipés à celle de décembre prochain, il a un temps entretenu le suspense sur sa candidature, qu'il a finalement confirmée le 30 septembre.

Mukwege

Denis Mukwege, 68 ans, gynécologue, prix Nobel de la paix en 2018 pour son action auprès des femmes violées, est un critique de longue date du pouvoir et ne cesse de réclamer

justice pour les victimes des violences armées dans son pays. « L'homme qui répare les femmes », surnom hérité d'un documentaire qui lui a été consacré, n'a pas de base politique et a tardé à se lancer. Il a finalement annoncé le 2 octobre qu'il serait candidat, en dénonçant « les pratiques corrompues et prédatrices » qui maintiennent la majorité des Congolais dans la misère. Fils de pasteur pentecôtiste, il est originaire du Sud-Kivu (est), où il dirige un hôpital.

Muzito

Adolphe Muzito, 66 ans, est un ancien Premier ministre (2008-2012) de Joseph Kabila, également ancien ministre du Budget et ex-inspecteur des Finances, leader du parti « Nouvel Elan »,

ancien allié de Martin Fayulu dans la coalition Lamuka.

Sesanga

Delly Sesanga, 53 ans, avocat, député de Luiza (Kasaï central) et leader du parti Envol (Ensemble des volontaires pour le développement de la RDC), avait soutenu en 2018 la candidature de Félix Tshisekedi, dont il est devenu un critique virulent, dénonçant « son incapacité à redresser le pays » et ses « promesses non tenues ».

Le candidat qui s'est désisté dimanche est Augustin Matata Ponyo, 59 ans, un autre ancien Premier ministre (2012-2016) de Joseph Kabila. Leader du parti Leadership et gouvernance pour le développement (LGD), il a décidé de se rallier à Moïse Katumbi.

AFP